

## France : une crise d'hégémonie prolongée

*Stathis Kouvélakis*

UN AN ET DEMI après l'élection présidentielle qui a vu la victoire de Nicolas Sarkozy, il ne fait aucun doute que la « rupture » annoncée par ce dernier est bien en marche. Certes, on peut toujours objecter que, dans leur orientation de fond, les politiques mises en œuvre par le pouvoir actuel s'inscrivent dans la continuité de celles menées tout au long des diverses alternances qui se sont succédées depuis les années 1980, dans une version accentuée. Même dans le domaine de la politique étrangère ou de la dimension répressive, il ne serait guère difficile de trouver des antécédents au tournant atlantiste et à la mise en place d'un dispositif de plus en plus sécuritaire et autoritaire. Pourtant, une telle vision, qui a toute l'apparence du bon sens, risque de passer à côté de la véritable nouveauté de la situation. Il y a un dynamisme dans la façon « décomplexée » dont le pouvoir mène sa politique, une cohérence et un caractère offensif dans cette cure néolibérale qui tranche avec l'ère Chirac ou, *a fortiori*, les gouvernements de gauche qui l'ont précédée. A l'inverse, la faiblesse des oppositions, leur caractère fragmenté et hésitant, signale des reclassements profonds dans les rapports de force politiques et sociaux.

L'échec des mouvements sociaux de l'automne 2007 (cheminots, mobilisation anti-LRU) à remporter un succès même partiel, l'atonie des directions syndicales (si ce n'est la cogestion, aux côtés du gouvernement, de la normalisation de la situation, à la SNCF et ailleurs), l'affaissement sans précédent de la gauche parlementaire indiquent bien un changement de conjoncture : la sortie de la zone de turbulences ouverte par le 21 avril 2002 et accentuée par le triple choc de l'année 2005-2006 (« non » au référendum sur le Traité constitutionnel européen, révolte des quartiers, mouvement anti-CPE). Les points marqués par certains mouvements, essentiellement sur le front dit « sociétal » (grèves des sans-papier, Resf, mobilisation anti-Edvige), la visibilité du pôle anticapitaliste qui se structure autour du NPA ou la mobilité nouvelle qui se manifeste du côté de la gauche parlementaire suite à l'accentuation de la crise du PS constituent des contre-tendances importantes, cruciales pour l'avenir, mais qui ne peuvent, dans l'immédiat, bouleverser l'image d'ensemble évoquée auparavant. La capacité du pouvoir sarkozyen à rebondir, en se posant comme porteur d'une volonté politique forte de contrer les effets de la crise capitaliste, montre que, malgré les difficultés et les revers subis lors de l'année qui s'est écoulée (notamment des municipales désastreuses et un affaiblissement de l'« autorité » présidentielle), il dispose encore de réserves et d'une capacité de tirer profit de la faiblesse de ses adversaires très supérieure à celle de ses prédécesseurs.

Faut-il alors conclure que la société française a bien glissé à droite, que les politiques néolibérales fortement contestées par les mobilisations sociales qui se sont égrenées depuis 1995 (et même avant) recueillent désormais l'adhésion d'un bloc social suffisant ? Selon cette hypothèse, cette base aurait déjà assuré la victoire de Sarkozy à la présidentielle et permis la mise en place d'un nouveau dispositif politique mettant fin à l'instabilité croissante qui caractérise la situation française depuis les années 1980. Voilà qui nous ramène au débat sur la caractérisation du phénomène Sarkozy et, plus largement, de la période au cours de laquelle les clivages fondamentaux de la société française se structurent autour du projet de remodelage néolibéral poursuivi avec un acharnement jamais démenti par le bloc des classes dominantes.

### **Le néolibéralisme, une domination sans hégémonie**

Commençons donc par cette question de périodisation : comment définir *politiquement* le néolibéralisme, étape actuelle d'un capitalisme en rupture avec le compromis social (dit « keynésien » ou « fordiste ») des trois premières décennies de l'après-guerre ? Notre hypothèse de départ<sup>1</sup> est que, du fait même de son caractère fondamentalement destructeur du compromis social antérieur, le néolibéralisme n'a pu émerger et l'emporter que sur fond de défaites et de recul des classes dominées. Il ne l'a emporté que par défaut, en l'absence de perspective alternative, sans être en mesure d'entraîner une adhésion populaire majoritaire. En termes gramsciens, il s'agit d'une domination sans hégémonie, fondée sur la passivité – ou plus exactement, la « passivisation » – des classes dominées, plutôt que sur leur consentement actif. Ce dernier pré-suppose des concessions matérielles que le capitalisme ne pouvait justement plus se permettre dans une conjoncture de crise systémique et de déclin, puis d'effondrement, du bloc soviétique. L'étiollement des formes limitées de participation populaire au processus politique est en ce sens simultanément effet et condition de la poursuite du néolibéralisme : déclin des partis (de plus en plus autonomisés de leur base d'origine) et de la participation électorale, affaiblissement des organisations de masse qui étayaient le compromis social (à commencer par les syndicats), subordination de plus en plus directe des appareils idéologiques de la « société civile » (médias, institutions culturelles et éducatives) à l'emprise capitaliste, et leur corollaire : modalités de plus en plus autoritaires d'encadrement des rapports sociaux (l'Etat pénal se substituant à l'Etat social). Cette « révolution passive », pour reprendre un autre terme de Gramsci, est le résultat de la lutte de classe victorieuse menée par les classes dominantes à l'échelle planétaire au cours des dernières décennies ; elle constitue la base, l'infrastructure socio-politique indispensable à la restructuration économique en cours du système.

Dans ce contexte d'ensemble, la spécificité française, à l'échelle de l'Europe du moins (l'Amérique latine en offre un cas plus avancé) est que cette

domination non-hégémonique s'est heurtée à des résistances actives et durables, dont il importe d'appré-

<sup>1</sup> Pour de plus amples développements cf. Stathis Kouvéakakis, *La France en révolte. Lutttes sociales et cycles politiques*, Paris, Textuel, 2007.

cier avec précision la portée et, du même coup, les limites : incapables d'inverser le cours néolibéral, en se cristallisant en alternative politique, ou en contre-projet à visée hégémonique, elles ont pu néanmoins remporter des succès partiels (dès les années 1980, avec les mouvements étudiants et salariés des années 1986-1988, et plus nettement encore à partir des grèves de 1995) et déstabiliser le projet des classes dominantes. D'où le paradoxe selon lequel, au moment même où, avec l'accentuation du déclin du PCF et de la crise du mouvement syndical, les expressions « classistes » traditionnelles du mouvement ouvrier semblaient en cours de marginalisation, le paysage politique français est entré dans une phase d'instabilité croissante, marquée par l'accélération des alternances gouvernementales et l'irruption régulière de mouvements sociaux d'envergure sur le devant de la scène. L'émergence de forces « antisystémiques » plus ou moins durables et radicales (à la fois dans la droite et la gauche du spectre politique, voire à l'« extrême-centre ») scande une crise de la représentation politique qui ira en s'approfondissant. La bourgeoisie française n'est manifestement pas parvenue à construire un cadre politique adéquat au redéploiement de sa domination de classe.

Cette « instabilité hégémonique » <sup>2</sup> s'accentue après le 21 avril 2002, et la configuration inouïe pour les normes de l'après-guerre du second tour de l'élection présidentielle. Le dérèglement du mécanisme même des alternances, qui avait pu à deux reprises (1988 et 1997) fournir un débouché électoral (certes biaisé et difforme) aux mobilisations sociales, a imprimé une nouvelle tournure à la crise de représentation. Cette fois, la polarisation antisystémique, si elle s'exprime par une nouvelle progression de l'extrême droite, se traduit également par la poussée d'une gauche radicale, qui rejette les compromissions de la gauche de gouvernement. Atteignant des scores à deux chiffres, elle fait preuve d'un ancrage social réel et, sous des formes mouvantes (la LCR et son porte-parole prenant graduellement le relais de LO et d'Arlette Laguiller) s'érige en acteur politique durable. Face à un pouvoir affaibli, et malgré l'échec des mobilisations du printemps 2003, le refus populaire a pu successivement mettre en échec un aspect stratégique de la légitimité du projet néolibéral (victoire du non au référendum sur le TCE) et une réforme emblématique du marché du travail (le CPE). Au même moment, l'escalade répressive menée à l'encontre de la jeunesse des quartiers se heurte à une révolte d'ampleur inédite, qui témoigne de l'affaiblissement de l'autorité de l'Etat en tant que telle, et non simplement de tel gouvernement particulier.

Nous avons utilisé <sup>3</sup> l'expression de « crise de l'Etat » (à distinguer de la crise de régime) pour caractériser ce moment du chiraquisme finissant, marqué par un aiguïsement des contradictions face à l'impuissance du pou-

voir en place, doublée de celle des forces populaires à présenter une ébauche crédible d'alternative. Impuissance qui culminera dans la fragmentation des candidatures à

<sup>2</sup>/ Cf. Nicos Poulantzas, *L'Etat, le Pouvoir, le Socialisme*, Paris, PUF, 1978.

<sup>3</sup>/ Cf. « De la révolte à l'alternative », *Critique communiste*, n° 181, novembre 2006, repris in *La France en révolte...*, op. cit. p. 263-297.

gauche du PS lors du premier tour de la présidentielle de 2007 et le retour au réflexe du « vote utile » au sein de l'électorat de gauche. L'acuité et la forme de cette « crise de l'Etat » constituent, à notre sens, l'aspect essentiel pour la compréhension de la dynamique du sarkozysme et, plus largement, de la recomposition politique qui s'enclenche dès lors. Ce à quoi on assiste au cours de l'année qui sépare la crise du CPE du premier tour de la présidentielle de 2007, c'est, en effet, à une réaction systémique qui s'est traduite par la mise en scène bipolarisante du couple Sarkozy/Royal, une réaction qui a permis de déporter à droite le centre de gravité de l'échiquier politique et de repousser vers les marges les forces antisystémiques tant sur la droite que sur la gauche.

### **Une bipolarisation déstructurante**

Cette bipolarisation a en réalité impulsé des dynamiques profondément dissymétriques. A droite, elle a donné un débouché à la demande d'autorité des couches conservatrices traditionnelles exaspérées par le délitement du chiraquisme, rejointes par une partie des couches populaires désorientées et subissant de plein fouet les effets des fractures multiples induites par la contre-réforme néolibérale. Parti de l'ordre, nourri de la montée des peurs et de l'anxiété sociales, la force du sarkozysme a toutefois résidé dans sa capacité de se construire aussi comme un parti de mouvement, affichant un fort volontarisme politique, une « rupture » assumée avec les faux-semblants du gaullisme sénile, un discours populiste jouant habilement des divisions au sein des classes populaires et de l'incapacité de la gauche à s'adresser à celles-ci sur une base de classe (cf. les thèmes de la valeur-travail et du pouvoir d'achat). Davantage que par l'adhésion profonde à son projet populiste-autoritaire, son succès s'explique par la capacité offensive dont il a su faire preuve, image inversée de l'impotence d'un adversaire officiel (en réalité plutôt un double) ayant pleinement intériorisé sa position subalterne.

Face à cette droite reconstruite, unifiée (certes au prix d'un divorce avec le centre-droit de Bayrou) et radicalisée, la victoire de Ségolène Royal aux primaires du PS a, de son côté, exprimé (et impulsé) une crise profonde, qui n'a cessé de s'accroître, de la principale formation de la gauche de gouvernement, pour aboutir au congrès de Reims. La campagne de la candidate socialiste à la présidentielle a, en réalité, posé les bases d'un « choc identitaire », bousculant le fragile équilibre du PS social-libéralisé, issu des multiples expériences gouvernementales. Clairement subalterne face à la thématique sarkozyenne, y compris dans son versant autoritaire et cocardier, chantant les louanges de l'entreprise et de la compétitivité, refusant d'assumer les propositions de son parti sur nombre de questions sensibles (dont la fiscalité ou le temps de travail), « Ségolène » a poussé la rupture avec les « fondamentaux » du parti d'Epainay sur deux points essentiels : l'alliance avec Bayrou et un rapport « charismatique » direct avec le peuple de « supporters ». Ce rapport contourne l'appareil du parti et mobilise massivement un discours « postpolitique », surchargé de religiosité new age, fondé sur le jeu

des affects et des identifications à une imagerie primaire de l'autorité (univers familialiste, *imago* maternelle castratrice censée s'opposer au phallogocentrisme sarkozyen). Le collapsus identitaire qui en est résulté s'est notamment traduit dans le ralliement, ouvert ou plus feutré, de certaines figures marquantes du PS à la constellation du pouvoir sarkozyen, dans un dégradé de positions qui va de Kouchner ou Besson à Strauss-Kahn et Lang. Il s'est prolongé dans l'aphasie qui affecte depuis maintenant près d'un an et demi un PS devenu incapable d'assumer une quelconque fonction d'opposant parlementaire classique, et ce malgré des résultats électoraux positifs (à commencer par le quasi-succès au second tour des législatives de 2007), et qui auraient, en d'autres circonstances, dopé tout parti légitime à l'alternance gouvernementale (cf. municipales du printemps dernier).

Ce sont les tendances de la campagne présidentielle qui ont resurgi avec une intensité redoublée au moment du congrès socialiste de Reims, qui a révélé l'étendue de la crise du parti : dilemme identitaire autour du socle d'Epinay (alliances à gauche et « parti de militants »), effondrement de la direction Hollande (et de son candidat Delanoë), poussée largement confirmée en faveur de « Ségolène » d'un corps militant largement désorienté, dépolitisé, partiellement constitué des adhérents-supporters (à vingt euros) venus participer au mécanisme plébiscitaire d'une machine à sélectionner des présidentiables. Sauf que cette fois, avec un parti à l'évidence durablement éloigné du pouvoir et dans un contexte de crise économique, la crise identitaire a créé l'espace d'une résurgence d'une gauche du parti, marginalisée depuis la désintégration du camp du « non » (plus de 40 % lors du vote interne de 2004) et du ralliement à la « synthèse » du congrès du Mans de 2005.

Ainsi ce que certains <sup>4</sup>, sur la base des résultats du premier tour de la dernière présidentielle (et du processus qui y avait conduit), avaient caractérisé comme une présidentialisation en cours d'achèvement, mettant un terme à la période d'instabilité des années 1981 à 2002 et normalisant la vie politique française dans le sens de l'alternance bipolaire, s'avère riche en rebondissements imprévus. Certes, l'hyper-présidence Sarkozy a porté à un niveau sans doute jamais atteint sous la V<sup>e</sup> République la concentration de l'initiative politique dans les mains de l'exécutif. Une telle configuration est toutefois lourde de risques : en l'absence de médiations, si la machine s'enraie, les coups sont directement encaissés par le centre. Ce scénario a connu un début de réalisation l'hiver dernier, avec la chute brutale de la popularité élyséenne, qui faisait suite à l'aveu d'impuissance devant les « caisses vides » de l'Etat et à l'embarras causé par l'étalage public de la jouissance infantile du pouvoir émanant d'un personnage présidentiel en état de sur-excitation constante. Une variable essentielle de l'équation sarkozyenne fut alors doublement atteinte : l'image d'autorité virile, porteuse énergique d'une volonté politique. Il semble toutefois que la crise économique ait, du

moins dans sa première phase, offert l'occasion d'un rebondissement, d'une restauration (partielle et tem-

<sup>4</sup>/ Cf. notamment Gérard Grunberg, Florence Haegel, *La France vers le bipartisme ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007.

poraire selon toute vraisemblance) de cette image écornée, signe que certains ressorts du sarkozysme demeurent actifs.

L'actuel gouvernement peut, en effet, s'enorgueillir d'avoir fait passer en à peine plus d'un an le plus formidable train de contre-réformes néolibérales des dernières décennies et, chose sans doute encore plus cruciale, avec un niveau très limité de résistances ouvertes. Le caractère systématique et stratégiquement ciblé des mesures (code du travail, éducation nationale et enseignement supérieur, médias, secteur des transports) dénote une équipe politique aguerrie dans l'affrontement social, maîtrisant clairement les points faibles des adversaires. Il témoigne également de la cohérence et du caractère global du projet sarkozyen, de sa volonté de créer les bases futures de sa stabilisation et de sa reproduction, bref de sa visée hégémonique.

Pendant ce temps, et jusqu'à l'éclatement de la crise du PS, la gauche parlementaire n'a pu offrir que le spectacle affligeant de sa paralysie et de la poursuite de sa capitulation au sarkozysme : incapables de se démarquer, souvent même y compris par leurs votes au Parlement, de la politique gouvernementale, les socialistes ont signé leur réduction politique à une machine de reproduction d'élus locaux. Le PCF a encore avancé dans la voie de son autoeffacement et de sa satellisation au dispositif d'alliances dominé par le social-libéralisme. Quant aux Verts, ils se sont jetés dans les bras d'un politicien centriste nettement plus néolibéral et atlantiste que l'héritier actuel du courant démocrate-chrétien (à savoir Bayrou), l'un des rares à avoir tenté une opposition parlementaire « classique » (et relativement crédible) au pouvoir actuel. En d'autres termes, ce qui manque au succès du scénario de normalisation bipolaire présidentieliste du système politique français, c'est l'existence d'un contrepoids fonctionnel au sarkozysme. La présidentialisation du PS, si elle explique en grande partie le phénomène Royal, a néanmoins conduit à une crise aiguë, qui touche le cœur même de la cohésion de ce parti, et débouche sur une division verticale paralysante, à l'issue incertaine. A une échelle autre, les effets ne sont pas moins destructurants pour les alliés du PS, Verts et communistes, dont la survie même ne va nullement de soi dans la période qui vient.

Une nouvelle poussée déstabilisatrice semble donc à l'œuvre dans la dissymétrie des rapports de forces qui marque la période sarkozyenne. Et ce d'autant que les forces de résistance, si elles ont subi un revers de taille, sont loin d'avoir abandonné la partie. La visibilité d'Olivier Besancenot, seul opposant audible à Nicolas Sarkozy pendant la période écoulée depuis la présidentielle, l'écho que rencontre le Nouveau parti anticapitaliste initié par la LCR dans les couches les plus combattives de la gauche de gauche, en témoignent. Le seuil franchi par la crise du PS lors de son congrès de Reims a commencé à libérer des forces sur son flanc gauche, tant au plan interne, avec la dynamique autour de la motion de Benoît Hamon, qu'à l'extérieur, avec le départ de Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez et la création du Parti de gauche. Cette rupture, limitée pour l'instant, annonce peut-être des reclassements plus larges, affectant le PCF et d'autres forces de la gauche antilibérale. Par ailleurs, autant il est illusoire de croire que la crise capita-

liste en pleine évolution entraîne un quelconque automatisme en matière de radicalisation politique (à gauche du moins), autant il est manifeste qu'elle s'ape en profondeur ce qui restait de légitimité et de cohérence au projet néolibéral. Il paraît vraisemblable que l'agitation de l'actuel occupant de l'Élysée, et sa mise en scène du volontarisme politique et du retour de l'Etat protecteur, ne pourront faire illusion longtemps.

Le sarkozysme s'est révélé incapable de mettre fin à la crise hégémonique de la société française. Les effets de celle-ci, notons-le, débordent de loin la seule sphère des partis et touchent l'ensemble des appareils d'hégémonie (voir tout particulièrement la crise de la presse et des médias audiovisuels) et même des secteurs de l'appareil d'Etat (avant tout la justice). Dans ce paysage dévasté, la force du pouvoir actuel ne réside pas ailleurs que dans la faiblesse et les renoncements de ses opposants, dans l'atonie et la démoralisation ambiantes. La question d'une initiative capable de redonner confiance aux forces populaires de la gauche et d'ouvrir à nouveau la voie de la contre-offensive n'en devient que plus urgente.

1<sup>er</sup> décembre 2008